

CONDITIONS GENERALES DES COMMANDES « TRAVAUX » DE L'ONERA

I - Préambule : Les conditions générales des commandes «Travaux» régissent les relations contractuelles entre l'Onera et le titulaire (dénommé également l'entrepreneur) pour l'exécution de travaux de toute nature qui feront l'objet d'une commande "CDE" émise par l'Onera. L'acceptation de la CDE implique de plein droit l'acceptation des présentes sauf dérogation expressément mentionnée dans la CDE ou réserves écrites du titulaire notifiées à l'Onera avant tout commencement d'exécution et sous dix jours calendaires à sa date d'émission. En acceptant la CDE, l'entrepreneur atteste qu'il l'exécutera conformément aux prescriptions particulières éventuelles (un cahier des charges pouvant, le cas échéant, compléter la CDE) ainsi qu'aux lois et règlements en vigueur. Il en est notamment ainsi des dispositions applicables au droit du travail, à la sécurité des personnes et des biens et au domaine environnemental. Les conditions générales des commandes de travaux de l'Onera prévaudront sur tous autres documents du titulaire et notamment les conditions générales de l'entreprise. Dans l'hypothèse d'une sous-traitance (Cf. art. 3.6. du C.C.A.G./Travaux), la déclaration doit être effectuée sur formulaire Onera «acte spécial de déclaration d'un sous-traitant » à réclamer.

II - Documents contractuels / textes applicables (par ordre de priorité) :

- La commande « CDE »,
- Les présentes « conditions générales des commandes de travaux »,
- Les consignes générales de sécurité pour les entreprises intervenantes,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de «Travaux» approuvé par l'arrêté du 8 septembre 2009 (consultable sur le site Légifrance - JO du 01.10.2009),
- Le décret n° 92-158 du 20.02.92 (hygiène et sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure) codifié aux articles R237-1 et s. du code du travail,
- Voir également art. VI.

III - Assurances : Le titulaire doit avoir contracté des assurances garantissant l'ensemble des dommages de toute nature qu'il est susceptible de causer à l'Onera ou à des tiers à l'occasion de l'exécution de la CDE, y compris, le cas échéant, aux biens confiés.

IV - Délais : Le délai d'exécution (ou date limite d'exécution) est précisé dans la CDE.

V - Prix - Facturation – Règlement : Sauf dérogations mentionnées dans la CDE, les prix sont fermes et définitifs (non actualisables).

- Facture (2 exemplaires) : La facture "un original et un duplicata" doit faire référence à la CDE et faire apparaître distinctement, outre les mentions légales obligatoires, l'objet des travaux. Elle est impérativement à libeller et à adresser selon les précisions données dans la CDE. Le comptable assignataire des paiements est l'Administrateur Général des Finances Publiques, Agent Comptable de l'Onera.
- Règlement des sommes dues : Sauf mention différente dans la CDE, le paiement des sommes dues est effectué sur service fait selon les règles de la comptabilité publique et à soixante jours à compter de la date d'émission de la facture.

VI - Lois et règlements : Outre les textes mentionnés à l'article II, c'est l'ensemble de la législation et de la réglementation inhérentes aux travaux à exécuter qui s'applique. L'entrepreneur -en sa qualité de professionnel- est donc tenu de connaître et de se conformer strictement aux règles applicables.

VII - Dispositions diverses :

☐ Discretion - Confidentialité : L'entrepreneur et ses intervenants sont soumis à des obligations de discrétion et de confidentialité concernant tous renseignements ou informations qui pourraient être portés à leur connaissance. A ce titre, il est notamment précisé ou rappelé que l'article R3423-4 du code de la Défense dispose que : "toutes personnes appelées à travailler pour l'Onera, à quelque titre que ce soit, sont tenues d'observer la discrétion la plus absolue en ce qui concerne les échanges de vues et les travaux dont elles ont connaissance".

☐ Propriété industrielle et intellectuelle : La reproduction et/ou l'emploi par le titulaire et/ou par des tiers, sans autorisation de l'Onera des spécifications, dessins, plans, etc. constitue une contrefaçon passible de poursuites judiciaires.

L'exécution des travaux peut être précédée d'études. L'Onera acquiert la propriété pleine et entière des résultats des études, développements et/ou prestations réalisées au titre de la CDE, y compris notamment les liasses, plans, notes techniques, dessins, etc. et tout élément de « savoir-faire » nécessaire à l'utilisation et/ou la reproduction des résultats nécessités par les travaux. Si la protection industrielle des résultats peut être assurée, seul l'Onera pourra déposer à son nom et à ses frais, toute demande de propriété industrielle. L'Onera se réserve également les droits de propriété intellectuelle sur tous les résultats non susceptibles d'être protégés par un titre de propriété industrielle.

Toute publication ou communication par le titulaire ayant trait à des données de l'Onera ou se rattachant aux résultats de la CDE est subordonnée à une autorisation préalable écrite de l'Onera.

☐ Sécurité : Les préposés du titulaire ou toute autre personne appelée à intervenir à sa demande et sous sa responsabilité dans l'enceinte de l'Onera devront avoir été préalablement agréés par l'Onera. A ce titre et en référence à la CDE, le titulaire est tenu de préciser à l'Onera, à l'attention du chef de centre concerné, les coordonnées de l'entreprise intervenante, ainsi que la liste de chaque intervenant en indiquant pour chacun les renseignements suivants : date et lieu de naissance, nationalité, fonction dans l'entreprise en rappelant notamment les lieux, dates et durée d'intervention. L'identité des intervenants doit être communiquée avec un préavis de 48 h.

Tout changement que l'entrepreneur voudrait apporter à la composition de cette liste ou toute modification touchant aux renseignements individuels qui y sont portés sera aussitôt soumis à l'approbation des autorités de l'Onera susvisées. Sans avoir à en donner les motifs, l'Onera peut à tout moment décider de refuser un agrément ou de le retirer avec obligation de remplacement. L'entrepreneur fera son affaire des litiges avec ses intervenants dès lors qu'ils seraient générés par une telle décision.

Pour les prestations qui entrent dans le champ d'application des différents textes fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux prestations ou travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, l'Onera assume les obligations de l'entreprise utilisatrice et le titulaire de la CDE celles de l'entreprise extérieure. A ce titre, il est entre autres rappelé que le plan de prévention préalable est de règle. Il en est également ainsi des dispositions réglementaires adaptées aux opérations de chargement et de déchargement de matériels qui admettent, dans ce cas, le protocole de sécurité.

VIII - Réception : La mention de "service fait" apposée par l'Onera avec date d'effet sur la dernière facture présentée par l'entrepreneur tient lieu de réception des travaux objet de la CDE. Le service fait s'entend, le cas échéant, de la remise de la documentation mentionnée dans la CDE.

IX - Garantie : Sans préjudice des garanties légales exigibles, la garantie est d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

X - Droit applicable et règlement des litiges : La CDE est régie par le droit français. En cas de contestations relatives à la CDE, les parties feront leur possible afin de régler le différend à l'amiable. Tout différend que les parties n'ont pu résoudre, faute d'accord intervenu dans un délai raisonnable, sera porté devant les tribunaux compétents.